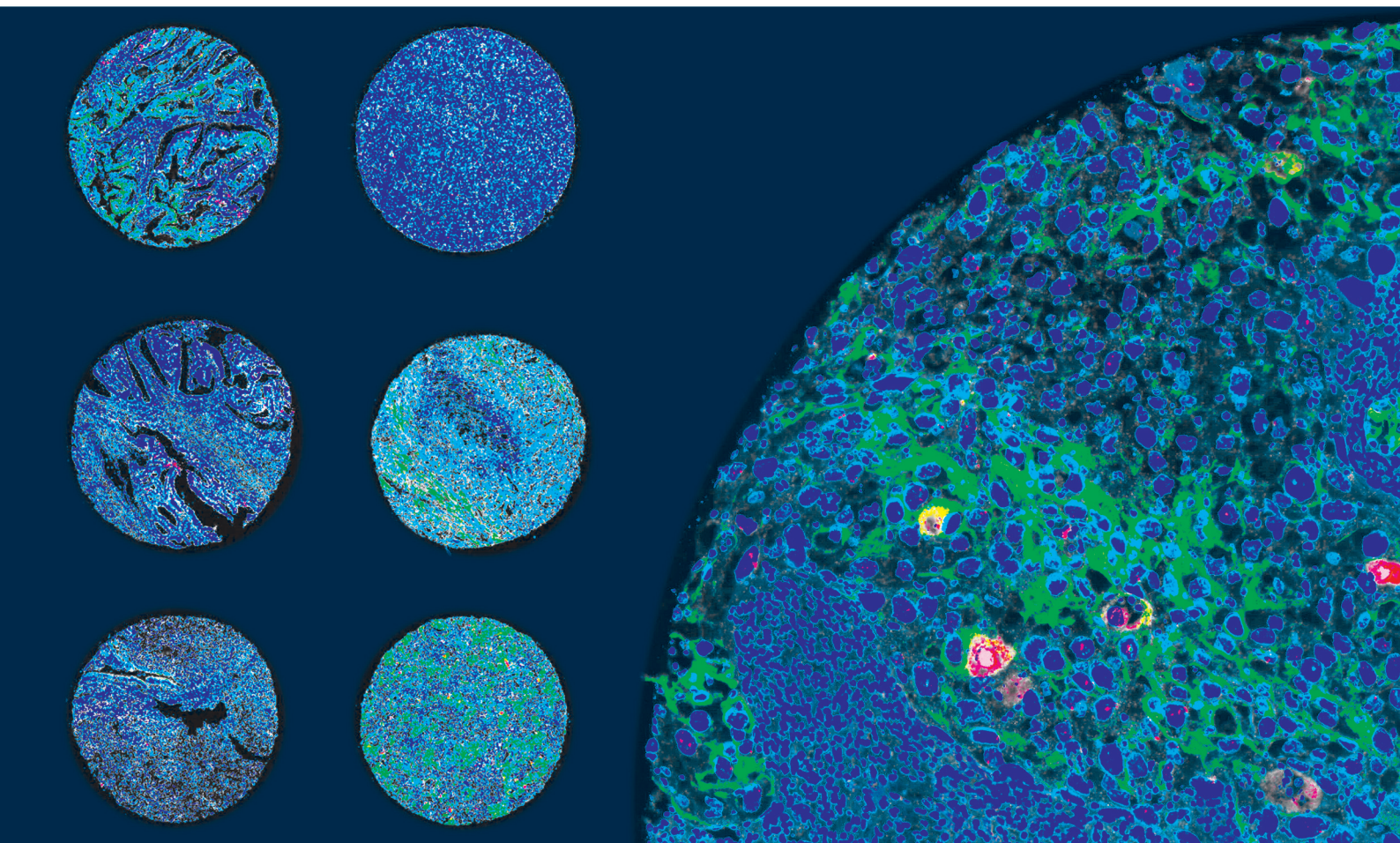




RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL • 30 JUIN 2016

1. Information financière semestrielle 2016
2. Rapport semestriel d'activité
3. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016
4. Attestation du responsable de l'information

INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2016

■ BILAN CONSOLIDÉ, IFRS (en milliers d'euros)

ACTIF	NOTE	30/06/2016	31/12/2015
ACTIF COURANT			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2	5 608	3 285
Autres actifs financiers courants	2	27 760	28 365
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres actifs financiers courants	2	33 368	31 650
Créances clients		2 384	1 784
Stocks		151	1 164
Autres actifs courants	3	15 324	12 930
Actifs détenus et destinés à la vente	4	-	3 500
TOTAL ACTIF COURANT		51 227	51 028
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations corporelles	5	15 357	16 559
Immobilisations incorporelles	6	512	485
Immobilisations financières	7	5 064	4 050
Titres de participation mis en équivalence	7	734	1 148
Autres actifs non courants	8	21 623	27 599
TOTAL ACTIF NON COURANT		43 290	49 841
TOTAL ACTIF		94 517	100 869

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	NOTE	30/06/2016	31/12/2015
PASSIF COURANT			
Fournisseurs		6 985	6 521
Passifs financiers	9	9 967	9 396
Provisions pour risques	1.5	3 249	7 038
Autres passifs courants	10	3 356	3 770
TOTAL PASSIF COURANT		23 557	26 725
PASSIF NON COURANT			
Passifs financiers	9	53 169	44 401
Avantages au personnel	11	3 335	3 196
Autres passifs non courants	10	-	-
TOTAL PASSIF NON COURANT		56 504	47 597
TOTAL PASSIF		80 061	74 322
CAPITAUX PROPRES			
Capital	12	38 545	88 196
Prime d'émission et réserves		476 875	476 788
Report à nouveau		(487 987)	(491 263)
Résultat de la période		(12 153)	(46 374)
Autres éléments du résultat global		(824)	(800)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES REVENANT AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ		14 456	26 547
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		94 517	100 869



■ COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ, IFRS (en milliers d'euros, sauf pour les données par action)

	NOTE	30/06/2016	30/06/2015
Revenus des accords de collaboration et de licence	13	1 905	777
Financements publics de dépenses de recherche	13	2 970	4 478
PRODUITS OPÉRATIONNELS		4 875	5 255
Dépenses de recherche et développement	1.3.1	(12 504)	(16 907)
Frais généraux	1.3.2	(3 406)	(2 991)
Autres produits et (charges), nets	14	336	(5 536)
CHARGES OPÉRATIONNELLES NETTES		(15 574)	(25 434)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SUR ACTIVITÉS POURSUIVIES		(10 699)	(20 179)
Produits financiers (charges), nets	15	(526)	(882)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	7	(414)	(598)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		(11 639)	(21 659)
Charge d'impôt sur le résultat	16	-	-
RÉSULTAT NET SUR ACTIVITÉS POURSUIVIES		(11 639)	(21 659)
RÉSULTAT NET SUR ACTIVITÉS ABANDONNÉES	1.4.4	(514)	(6 424)
RÉSULTAT NET		(12 153)	(28 083)
Résultat net par action (€) – de base	12	(0,32)	(0,73)
Résultat net par action (€) – dilué	12	(0,32)	(0,73)

■ ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL, IFRS (en milliers d'euros)

	30/06/2016	30/06/2015
RÉSULTAT NET	(12 153)	(28 083)
Gains / (pertes) de change	(2)	13
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(22)	102
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL RECYCLABLES	(24)	115
RÉSULTAT NET GLOBAL	(12 177)	(27 968)
Dont, part revenant à la société mère	(12 177)	(27 968)
Dont, intérêts minoritaires	-	-



■ TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE, IFRS (en milliers d'euros)			
	NOTE	30/06/2016	30/06/2015
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ			
Résultat net sur activités poursuivies		(11 638)	(28 083)
Résultat net sur activités abandonnées		(514)	-
Annulation du résultat financier		526	882
ÉLIMINATION DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES			
Résultat des sociétés mises en équivalence		414	598
Provisions		(6 593)	8 933
Amortissements	5, 6, 7	1 291	1 489
Paievements en actions	17.2	87	231
Autres	14	6 220	6
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES OPÉRATIONS AVANT VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET AUTRES ÉLÉMENTS OPÉRATIONNELS		(10 207)	(15 944)
VARIATION DES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION			
Créances courantes et charges constatées d'avance	21	(2 186)	(202)
Stocks et travaux en cours		1 013	12
Crédit d'impôt recherche	13.2	(2 997)	(4 487)
Cession d'actifs destinés à la vente	4	2 000	-
Autres actifs courants	3	(2 347)	311
Fournisseurs	21	414	(169)
Produits constatés d'avance	10	(65)	376
Avantages au personnel	11	(348)	293
Autres passifs courants	10	(2)	(2)
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES OPÉRATIONS		(14 725)	(19 812)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
(Acquisitions) / cessions d'immobilisations corporelles	5	159	(578)
(Acquisitions) / cessions d'immobilisations incorporelles	6	(4)	(4)
Autres (acquisitions) / cessions	7	330	355
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		485	(227)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Résultat financier net encaissé	15	(130)	(443)
Produit brut de l'émission d'actions	15	-	111
Frais d'émission d'actions		-	-
Financements publics conditionnés	9.2	-	-
(Acquisitions) / cessions d'autres actifs financiers	2	605	13 246
Montant net reçu sur financement de crédits d'impôt	9	6 760	7 975
Prêt reçu	9	10 000	-
Locations financières	9	(670)	(543)
TRÉSORERIE NETTE PROVENANT DES / (ABSORBÉE PAR LES) ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		16 566	20 346
Ecarts de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(2)	13
AUGMENTATION / (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		2 324	320
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		3 285	3 513
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE		5 609	3 833
Investissements dans les autres actifs financiers courants		27 760	49 175
TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS		33 369	53 008



■ TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES, IFRS (en milliers d'euros)

	ACTIONS ORDINAIRES		PRIME D'ÉMISSION ET RÉSERVES	REPORT À NOUVEAU	AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	TOTAL REVENANT AUX ACTION- NAIRES DE LA SOCIÉTÉ
	NOMBRE D'ACTIONS	CAPITAL					
AU 30 JUIN 2015	38 545 397	88 196	476 558	(491 263)	(1 194)	(28 083)	44 214
Paielements en actions	-	-	159	-	-	-	159
Augmentation de capital	-	-	71	-	-	-	71
Résultat de la période	-	-	-	-	-	(18 291)	(18 291)
Profits de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	15	-	15
Ecart actuariels sur provision IDR	-	-	-	-	366	-	366
Swap de taux	-	-	-	-	13	-	13
AU 31 DÉCEMBRE 2015	38 545 397	88 196	476 788	(491 263)	(800)	(46 374)	26 547
Paielements en actions	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	(49 651)	87	49 651	-	-	87
Affectation du résultat 2015	-	-	-	(46 374)	-	46 374	-
Résultat de la période	-	-	-	-	-	(12 153)	(12 153)
Profits de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	(2)	-	(2)
Swap de taux	-	-	-	-	(22)	-	(22)
RÉSULTAT NET GLOBAL	-	-	-	-	(24)	(12 153)	(12 177)
AU 30 JUIN 2016	38 545 397	38 545	476 875	(487 986)	(824)	(12 153)	14 457



ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

■ PRÉAMBULE

Les comptes consolidés de Transgene (la « Société ») au 30 juin 2016 sont établis conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international IFRS (*International Financial Reporting Standard*) tel qu'adopté par l'Union européenne. Ils ont été établis sous la responsabilité du Président-Directeur Général.

L'information financière semestrielle comprend :

- le bilan et l'état du résultat global total (dont le compte de résultat),
- le tableau des flux de trésorerie,
- le tableau de variation de la situation nette,
- et les notes annexes.

NOTE 1

PRINCIPES COMPTABLES

■ RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés semestriels de la Société au 30 juin 2016 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « information financière intermédiaire » – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 qui figurent dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 28 avril 2016.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2016 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission. La Société n'a pas appliqué par anticipation les principes comptables, interprétations et amendements publiés mais non encore effectifs.

■ NOUVELLES NORMES / AMENDEMENTS APPLICABLES AUX EXERCICES OUVERTS À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2016 EN EUROPE :

NORME / INTERPRÉTATION	DATE D'APPLICATION PRÉVUE PAR L'IASB (exercices ouverts à compter du)	DATE D'APPLICATION UNION EUROPÉENNE (exercices ouverts à compter du)
Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel (Amendements à IAS19)	1/07/2014	1/02/2015
Améliorations annuelles des IFRS (2010-2012)		1/02/2015
IFRS 2 - Définition des conditions d'acquisition de droits	Application aux plans dont la date d'attribution est à compter du 1/07/2014	"
IFRS 3 - Comptabilisation de la contrepartie éventuelle dans un regroupement d'entreprises et amendement d'IAS 39/IFRS 9	Application aux regroupements d'entreprises à compter du 1/07/2014	"
IFRS 8 - Regroupement de secteurs opérationnels	1/07/2014	"
IFRS 8 - Rapprochement entre le total des actifs des secteurs à présenter et les actifs de l'entité	1/07/2014	"
IFRS 13 - Short term receivables and payables	n/a	

>>>>



NORME / INTERPRÉTATION	DATE D'APPLICATION PRÉVUE PAR L'IASB (exercices ouverts à compter du)	DATE D'APPLICATION UNION EUROPÉENNE (exercices ouverts à compter du)
IAS 16 - Modèle de la réévaluation - ajustement proportionnel du cumul des amortissements	1/07/2014	"
IAS 24 - Principaux dirigeants	1/07/2014	"
IAS 38 - Modèle de la réévaluation - ajustement proportionnel du cumul des amortissements	1/07/2014	"
Amendements à IFRS 11 : comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes	1/01/2016	1/01/2016
Amendements à IAS 16 et IAS 38 : clarification sur les modes d'amortissement acceptables	1/01/2016	1/01/2016
Amendements à IAS 16 et IAS 41 Agriculture : plantes productrices	1/01/2016	1/01/2016
Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2012-2014)		1/01/2016
IFRS 5 - Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées : modifications apportées à un plan de vente ou à un plan de distribution aux propriétaires	Changements survenus sur périodes annuelles ouvertes après le 1/1/2016	"
IFRS 7 - Instruments financiers : informations à fournir - mandats de gestion et application des amendements à IFRS7 aux comptes condensés intermédiaires	1/01/2016	"
IAS 19 - Avantages du personnel : taux d'actualisation - problématique du marché régional	1/01/2016	"
IAS 34 - Information financière intermédiaire : information fournie 'ailleurs dans le rapport financier'	1/01/2016	"
Amendements à IAS 1 : initiative concernant les informations à fournir	1/01/2016	1/01/2016

AUTRES NORMES / AMENDEMENTS PUBLIÉS AU 30 JUIN 2016 :

NORME / INTERPRÉTATION	DATE D'APPLICATION PRÉVUE PAR L'IASB (exercices ouverts à compter du)	DATE D'APPLICATION UNION EUROPÉENNE (exercices ouverts à compter du)
IFRS 9 - Financial Instruments	1/01/2018	Endossement attendu Q4 2016
IFRS 15 - Revenue from contracts with customers & Amendment to IFRS 15 - effective date	1/01/2018	Endossement attendu Q3 2016
Clarifications to IFRS 15	1/01/2018	Endossement attendu Q1 2017
Amendments to IFRS10 and IAS28: Sale or Contribution of Assets between an Investor and its Associate or Joint Venture Effective date of amendments to IFRS10 and IAS 28	Reportée sine die	Suspendu
Amendments to IFRS 10, IFRS 12 and IAS 28: Investment Entities - Applying the Consolidation Exception	1/01/2016	Endossement attendu Q3 2016
IFRS 16 Leases	1/01/2019	Endossement attendu 2017
Amendments to IAS 12: Recognition of Deferred Tax Assets for Unrealised Losses	1/01/2017	Endossement attendu Q4 2016
Amendments to IAS 7: Disclosure Initiative	1/01/2017	Endossement attendu Q4 2016
Amendments to IFRS 2: Classification and Measurement of Share-based Payment Transactions	1/01/2018	Endossement attendu S2 2017

Les normes, interprétations et amendements des normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2016 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes de la Société.

1.1 ■ BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, la Direction de Transgene a procédé à des estimations et a fait des hypothèses, notamment concernant les estimations provisoires et les actifs d'impôt différé, qui peuvent avoir une incidence sur les éléments d'actif et de passif et sur les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. Les résultats réels ultérieurs pourraient différer sensiblement de ces estimations et hypothèses retenues.

1.2 ■ PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Transgene SA, et ceux de Transgene, Inc. et de Transgene Biopharmaceuticals Technology (Shanghai) Co. Ltd. (« Transgene Shanghai »), filiales détenues à 100 % et dont les sièges sociaux se trouvent respectivement à Cambridge, Massachusetts (États-Unis) et Shanghai (Chine). Ces sociétés sont consolidées par intégration globale.

Les participations de Transgene SA dans les sociétés Transgene Tasly (Tianjin) Biopharmaceuticals Co. Ltd. et Elsalys Biotech SAS, détenues respectivement à 50 % et 14,41 % sont consolidées par mises en équivalence.

L'influence notable de Transgene SA sur la société Elsalys Biotech SAS est toujours justifiée au 30 juin 2016 par le mandat d'administrateur de Transgene au conseil d'administration d'Elsalys.

1.3 ■ PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Le compte de résultat consolidé est présenté par fonction (dépenses de recherche et développement et frais généraux). Les tableaux suivants détaillent ces charges par nature.

1.3.1 ■ DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2016	30/06/2015	VARIATION
Dépenses de personnel	4,9	7,5	-35 %
Paievements en actions	0,05	0,2	-75 %
Dépenses de propriété intellectuelle et coûts des licences	0,5	0,8	-42 %
Dépenses externes sur projets cliniques	2,5	1,4	75 %
Dépenses externes sur autres projets	1,3	2,7	-52 %
Dépenses de fonctionnement	2,6	3,3	-20 %
Dotations aux amortissements et provisions	0,8	1,0	-25 %
DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	12,5	16,9	-26 %

1.3.2 ■ FRAIS GÉNÉRAUX

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2016	30/06/2015	VARIATION
Dépenses de personnel	1,7	1,2	44 %
Paievements en actions	0,03	0,1	-57 %
Honoraires et frais de gestion	1,0	1,1	-7 %
Autres frais généraux	0,6	0,6	NS
Dotations aux amortissements et provisions	0,1	-	NS
FRAIS GÉNÉRAUX	3,4	3,0	14 %



1.4 ■ ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

La norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », établit le traitement comptable applicable aux actifs détenus en vue de la vente et la présentation des activités abandonnées.

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs directement liés, est considéré comme détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes destinés à être cédés sont évalués au plus bas de la valeur comptable et du prix de cession estimé.

Une activité abandonnée représente une activité significative pour la Société faisant soit l'objet d'une cession soit d'un classement en actif destiné à la vente. Les éléments du résultat relatifs à ces activités abandonnées sont présentés sur des lignes spécifiques des états financiers consolidés pour toutes les périodes présentées.

1.5 ■ PROVISION POUR RESTRUCTURATION

Conformément à l'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les critères de comptabilisation des provisions pour restructuration sont (i) la Société a une obligation envers un tiers à la date du bilan, (ii) il est probable (plus qu'improbable) qu'un passif a été engagé, et que (iii) le passif peut être estimé de manière fiable.

La provision pour restructuration, ainsi que les coûts pour restructuration, correspondent essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués, aux coûts de formation, ainsi que toutes compensation pour l'accompagnement, dont la mobilité interne, des salariés impactés.

Au 30 juin 2016, cette provision pour restructuration s'élevait à 3,2 millions d'euros, contre 6,9 millions d'euros au 31 décembre 2015. Les engagements de la Société vis-à-vis des salariés impactés devraient être entièrement décaissés dans les 12 prochains mois et cette provision devrait être entièrement reprise dans cet horizon de temps.

NOTE 2

TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	31/12/2015
Disponibilités	4 597	747
Valeurs mobilières de placement	1 011	2 538
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	5 608	3 285
Autres actifs financiers courants	27 760	28 365
TOTAL	33 368	31 650
Impact de l'application de la juste valeur comptabilisé en produits financiers dans le résultat	-	-

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de parts de fonds communs de placement monétaires à court terme. Les autres actifs financiers courants correspondent aux placements réalisés auprès du pool de trésorerie mis en place par le groupe Institut Mérieux.

**NOTE
3**

AUTRES ACTIFS COURANTS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	31/12/2015
Crédit d'impôt recherche, part courante	8 852	8 288
Etat – T.V.A. récupérable et créances d'impôt	288	386
Avoirs à recevoir	12	32
Personnel et organismes sociaux	316	33
Subventions à recevoir	1 074	1 004
Charges constatées d'avance, part courante	2 624	513
Débiteurs divers	2 158	2 674
TOTAL	15 324	12 930

La part courante des crédits d'impôt recherche correspond aux créances de 2013 (voir Note 8). Le Crédit d'impôt recherche de 2012 a été remboursé par l'Etat au cours du premier semestre 2016 (8 288 milliers d'euros).

**NOTE
4**

ACTIFS DÉTENUS ET DESTINÉS À LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Dans le cadre du projet de réorganisation de la Société, qui a été présenté au Comité d'Entreprise fin juin 2015, Transgene a décidé de se recentrer sur son cœur de métier et d'abandonner l'activité de bio-production et de développement pré industriel, située à Illkirch-Graffenstaden.

Le site de production a été cédé à ABL Europe SAS (« ABL Europe ») le 1^{er} février 2016, pour un montant de 3,5 millions d'euros. ABL Europe poursuit l'activité de production de lots cliniques pour les besoins de Transgene.

Les *Actifs détenus et destinés à la vente* figurant au bilan de Transgene au 31 décembre 2015 ont donc été cédés intégralement.

Au 30 juin 2016, la part de résultat liée aux activités abandonnées est la suivante :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	30/06/2015	VARIATION
REVENUS LIÉS AUX OPÉRATIONS DE PRODUCTION	346	104	233 %
Dépenses de personnel	(48)	(1 667)	-97 %
Dépenses externes sur autres projets	(197)	(68)	190 %
Dépenses de fonctionnement	(423)	(1 425)	-70 %
Dotations aux amortissements : liées aux immobilisations corporelles	(249)	(387)	-36 %
Dotations aux amortissements : liées aux immobilisations incorporelles	(6)	(38)	-84 %
DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	(923)	(3 585)	-74 %
Dépréciation des actifs destinés à la vente	-	(2 943)	-100 %
Résultat net de cession d'actifs	63	-	-
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	(514)	(6 424)	-92 %

NOTE
5

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2015	Augmentation	Diminution	30/06/2016
COÛTS D'ACQUISITION				
Constructions en location financement	19 653	-	(3 506)	16 147
Terrain, constructions et agencements	871	526	-	1 397
Équipements de laboratoire	9 753	306	(887)	9 172
Matériels de bureau et équipements informatiques	1 656	54	(46)	1 664
Immobilisations en cours	965	100	(141)	924
TOTAL	32 898	986	(4 580)	29 304
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Constructions en location financement	(9 193)	(427)	3 273	(6 347)
Terrain, constructions et agencements	(74)	(271)	-	(345)
Équipements de laboratoire	(5 848)	(671)	558	(5 961)
Matériels de bureau et équipements informatiques	(1 224)	(112)	42	(1 294)
TOTAL	(16 339)	(1 481)	3 873	(13 947)
TOTAL NET	16 559	(495)	(707)	15 357

La cession du site de production à ABL Europe en février 2016 a généré des reclassements entre les actifs réellement cédés et ceux retraités en *actifs destinés à la vente* au 30 juin 2015.

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles comprises dans le résultat de Transgene sont réparties ainsi :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	30/06/2015
Dépenses de recherche et développement	897	864
Frais généraux	38	29
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	935	893

NOTE
6

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2015	Augmentation	Diminution	30/06/2016
COÛTS D'ACQUISITION				
Immobilisations incorporelles	3 808	396	(6)	4 198
Immobilisation incorporelles en-cours	2	-	(2)	-
TOTAL	3 810	396	(8)	4 198
Amortissement des immobilisations incorporelles	(3 325)	(363)	2	(3 686)
TOTAL	(3 325)	(363)	2	(3 686)
TOTAL NET	485	33	(6)	512

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles comprises dans le résultat de Transgene sont réparties ainsi :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	30/06/2015
Dépenses de recherche et développement	109	157
Frais généraux	15	15
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	124	172

**NOTE
7**

ACTIFS FINANCIERS

7.1 ■ IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2015	Augmentation	Diminution	30/06/2016
Immobilisations financières	3 168	1 698	(932)	3 934
Créances sur participations	1 177	153	-	1 330
Titres de participation	323	-	-	323
TOTAL BRUT	4 668	1 851	(932)	5 588
Provision pour dépréciation	(618)	-	95	(523)
TOTAL	(618)	-	95	(523)
TOTAL NET	4 050	1 851	(837)	5 064

L'augmentation des immobilisations financières provient principalement des retenues de garantie prises sur le financement bancaire du crédit d'impôt recherche « CIR » 2015 (1 164 milliers d'euros) (cf note 9.2) et sur le crédit d'impôt compétitivité emploi « CICE » 2016 en germe. Cette augmentation provient également de la mise en place en juin 2016 d'un contrat de liquidité auprès de Kepler Cheuvreux (500 milliers d'euros).

La baisse de 932 milliers d'euros des immobilisations financières correspond notamment au remboursement sur le premier semestre 2016 de la retenue de garantie au titre de la mobilisation du crédit d'impôt recherche 2012.

L'augmentation des créances sur participations correspond à une avance en compte courant consentie à ElsaLys Biotech SAS (153 milliers d'euros).

7.2 ■ TITRES DE PARTICIPATIONS MIS EN ÉQUIVALENCE

Le tableau ci-dessous détaille les montants bruts (coûts d'acquisition), les provisions pour dépréciation ainsi que les quotes-parts de résultat des sociétés mises en équivalence :

EN MILLIERS D'EUROS	31/12/2015	Augmentation	Diminution	30/06/2016
Transgene Tasly (Tianjin) Biopharmaceuticals Co. Ltd.	3 976	-	-	3 976
ElsaLys Biotech SAS	501	-	-	501
TOTAL COÛTS D'ACQUISITION	4 477	-	-	4 477
Quote-part de résultat Transgene Tasly (Tianjin) Biopharmaceuticals Co. Ltd.	(2 828)	(414)	-	(3 242)
Quote-part de résultat ElsaLys Biotech SAS	(501)	-	-	(501)
TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS ET QUOTES-PARTS DE RÉSULTAT REVENANT À TRANSGENE	(3 329)	(414)	-	(3 743)
Transgene Tasly (Tianjin) Biopharmaceuticals Co. Ltd.	1 148	(414)	-	734
ElsaLys Biotech SAS	-	-	-	-
TOTAL NET	1 148	(414)	-	734

NOTE
8

AUTRES ACTIFS NON COURANTS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	31/12/2015
Crédit d'impôt recherche, part non courante	19 621	25 546
Crédit d'impôt compétitivité emploi, part non courante	838	767
Charges constatées d'avance, part non courante	129	26
Créance sur cession de participation	1 035	1 260
AUTRES ACTIFS NON COURANTS	21 623	27 599

■ CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE ET CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ EMPLOI

La Société dispose d'une créance de 28 473 milliers d'euros au titre du CIR de 2013, 2014, 2015 et du premier semestre 2016 et 838 milliers d'euros au titre du CICE de 2013, 2014, 2015 et du premier semestre 2016. Ces créances peuvent être utilisées en règlement de l'impôt sur les sociétés. En cas de non-utilisation, leur remboursement en numéraire peut être demandé selon l'échéancier suivant, conformément aux règles fiscales en vigueur (en milliers d'euros) :

ANNÉES DE RÉFÉRENCE	ANNÉES DE REMBOURSEMENT PRÉVUES	30/06/2016	31/12/2015
PART COURANTE			
2012	2016	-	8 289
2013	2017	8 852	-
TOTAL PART COURANTE		8 852	8 289
PART NON COURANTE			
2013	2016	-	8 852
2014	2017	8 943	8 943
2015	2018	7 759	7 751
30 juin 2016	2019	2 919	-
TOTAL PART NON COURANTE		19 621	25 546
TOTAL CIR		28 473	33 835
PART NON COURANTE			
2013	2017	210	210
2014	2018	275	275
2015	2019	282	282
30 juin 2016	2020	71	-
TOTAL PART NON COURANTE		838	767
TOTAL CICE		838	767

■ CRÉANCE SUR CESSION DE PARTICIPATIONS

La créance sur cession de participations de 2 381 milliers d'euros correspond à la valeur actuelle nette estimée du complément de prix attendu par Transgene sur la cession des titres Jennerex, Inc. dont le paiement est étalé dans le temps et sujet à conditions. Cette créance est répartie en autre actif courant pour la part attendue à moins d'un an, soit 1 346 milliers d'euros (voir Note 3) et en autre actif non courant pour la part à plus d'un an, soit 1 035 milliers d'euros. L'évaluation de cette créance a été faite en tenant compte de la meilleure estimation possible des dates de réalisation des jalons de paiement pouvant aller jusqu'en 2020. Ces flux futurs de trésorerie ont été actualisés et leur survenance probabilisée. Le taux d'actualisation des flux futurs de trésorerie est calculé à partir du coût moyen du capital (*Weighted Average Cost of Capital*, ou WACC), lui-même basé sur une approche dite des comparables boursiers. Une variation à la hausse de 1 point du WACC aurait un impact négatif d'environ 1 % sur la valorisation de la créance. Une variation à la baisse de 10 % de la probabilité retenue de survenance des paiements futurs aurait un impact négatif d'environ 12 % sur la valorisation de la créance.

**NOTE
9**

PASSIFS FINANCIERS

Le tableau suivant distingue les passifs financiers selon leur maturité :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	31/12/2015
Passifs financiers, part courante	9 967	9 396
Passifs financiers, part non courante	53 169	44 401
PASSIFS FINANCIERS	63 136	53 797

9.1 ■ PASSIFS FINANCIERS, PART COURANTE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	31/12/2015
Location financière immobilière (voir Note 9.2)	998	979
Location financière mobilière	117	174
Financement du CIR de 2013 (voir Note 9.2)	8 852	8 243
PASSIFS FINANCIERS – PART COURANTE	9 967	9 396

9.2 ■ PASSIFS FINANCIERS, PART NON COURANTE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	31/12/2015
Location financière immobilière	7 776	8 280
Location financière mobilière	88	216
SWAP de taux - juste valeur (voir note 22)	566	544
Avances conditionnées	17 152	16 844
Financement du CIR de 2014 et 2015	16 620	17 712
Financement du CICE de 2013 à 2016	946	805
Prêt Banque Européenne d'Investissement (BEI)	10 021	-
PASSIFS FINANCIERS – PART NON COURANTE	53 169	44 401

■ LOCATION FINANCIÈRE IMMOBILIÈRE

	30/06/2016		31/12/2015	
	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS
Moins d'un an	1 099	1 077	1 085	1 065
Plus d'un an, mais moins de 5 ans	8 123	7 542	4 646	4 349
Paielements minimaux totaux au titre de la location	9 222	8 618	9 761	8 910
Moins les charges financières	448	426	502	471
Capital restant dû :	8 774	8 192	9 259	8 439
- dont courant	998	978	979	961
- dont non-courant	7 776	7 214	8 280	7 478



■ AVANCES CONDITIONNÉES

Au 30 juin 2016, les avances conditionnées concernent les avances remboursables perçues au titre du programme ADNA (« Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches thérapeutiques »), qui bénéficie d'un financement public de Bpifrance, pour 15 941 milliers d'euros.

■ FINANCEMENT DU CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE ET DU CICE

Le tableau ci-dessous présente les éléments concernant le financement bancaire des créances de Crédit d'impôt recherche et Crédit d'impôt compétitivité emploi de la Société :

Année	Montant Brut	Financement bancaire	ACTIF				PASSIF		
			CRÉANCES AUTRES ACTIFS		DÉPÔT GARANTIE	TOTAL	FINANCEMENT PASSIFS FINANCIERS		TOTAL
			Part courante	Part non courante	Immobilisations financières	ACTIF	Part courante	Part non courante	PASSIF
CIR 2013	8 852	Oui	8 852	-	885	9 737	8 852	-	8 852
CIR 2014	8 943	Oui	-	8 943	886	9 829	-	8 861	8 861
CIR 2015	7 759	Oui	-	7 759	1 164	8 922	-	7 759	7 759
CIR 2016	2 919	Non	-	2 919	-	2 919	-	-	-
TOTAL CIR	28 472		8 852	19 620	2 935	31 407	8 852	16 620	25 472
CICE 2013	210	Oui	-	210	10	220	-	210	210
CICE 2014	275	Oui	-	275	48	323	-	320	320
CICE 2015	282	Oui	-	282	41	324	-	275	275
CICE 2016	141	Oui	-	71	21	92	-	141	141
TOTAL CICE	909		-	838	121	959	-	946	946

■ PRÊT BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT (BEI)

Début janvier 2016, la Société a obtenu un prêt de 20 millions d'euros de la part de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), dans le cadre du programme IDFF (*Infectious Diseases Finance Facility*). Ce contrat de prêt court sur une durée de 5 ans et le capital et les intérêts seront remboursables à partir de la quatrième année.

La première tranche de 10 millions d'euros a été encaissée le 20 juin 2016.

Le capital est remboursable *in fine* à 5 ans, soit au 20/06/2021. Les intérêts dus ne sont pas capitalisés et seront remboursables à compter de juin 2019, notamment pour les intérêts cumulés des 3 premières années. Les intérêts courus au 30 juin 2016 ont été comptabilisés en *Passif financier non courant* (21 milliers d'euros).

La seconde tranche de 10 millions d'euros devrait être libérée au cours du second semestre 2016, à condition que la Société ait, soit émis 1,9 million d'actions nouvelles, soit obtenu 8 millions d'euros en prêt ou en capital de la part de ses actionnaires.

Aucune autre garantie n'a été donnée par la Société dans le cadre de ce prêt.

NOTE 10

AUTRES PASSIFS

■ AUTRES PASSIFS, PART COURANTE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	31/12/2015
Dettes fiscales et sociales et autres dettes à court terme	2 762	3 110
Produits constatés d'avance dont :	506	571
• Revenus de prestation	506	555
• Subventions	-	16
Autres passifs à court terme	88	89
TOTAL	3 356	3 770

NOTE
11

AVANTAGES AU PERSONNEL

11.1 ■ PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Conformément aux dispositions de la loi française, la Société participe au financement des retraites du personnel en France par le versement de cotisations, calculées sur la base des salaires, aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. Transgene participe par ailleurs au financement des retraites de certains salariés en France en versant des cotisations, également basées sur les salaires, à des organismes privés de retraites complémentaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite, déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les bénéfices de l'indemnité sont transférés uniquement aux salariés présents chez Transgene au moment du départ en retraite. Les hypothèses retenues pour le calcul de ces engagements de retraite sont les suivantes :

	30/06/2016	30/06/2015
Taux d'actualisation	2,35 %	2,25 %
Taux d'augmentation des salaires	1,50 %	2,00 %
Conditions de départ à la retraite (départ volontaire) :		
• cadres :	65 ans	65 ans
• non-cadres :	63 ans	63 ans

Dans le cadre du récent plan de sauvegarde de l'emploi (« PSE »), Transgene a pris l'engagement de transférer l'ancienneté au sein de la Société des salariés bénéficiant d'un reclassement dans une entité du Groupe Mérieux. À ce titre, la part d'engagement de retraite de ces collaborateurs relative à leur activité au sein de Transgene est maintenue dans la provision.

NOTE
12

CAPITAUX PROPRES

12.1 ■ CAPITAL

Au 30 juin 2016, le nombre d'actions en circulation de Transgene s'élève à 38 545 397, représentant un capital social de 38 545 397 euros.

L'assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2016 a décidé de réduire le capital social de la Société de 49 650 496,51 euros, pour le ramener de 88 195 793,51 euros à 38 545 397 euros, soit une nouvelle valeur nominale de 1 euro par action. La réduction de capital a été imputée sur les pertes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 affectées au « report à nouveau », dont le montant s'est ainsi trouvé ramené de 535 050 617,46 euros à 485 400 221,97 euros.

12.2 ■ RÉSULTAT NET PAR ACTION

Une réconciliation entre les résultats par action avant et après dilution est présentée ci-dessous. Le nombre de titres est calculé sur une base *prorata temporis*.

	30/06/2016	31/12/2015
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION		
Résultat net disponible part du Groupe (en milliers d'euros)	(12 153)	(28 083)
Nombre moyen d'actions en circulation	38 545 397	38 545 397
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (EN EUROS)	(0,32)	(0,73)
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	(0,32)	(0,73)

Aux premiers semestres 2015 et 2016, les instruments donnant droit au capital de façon différée (options de souscription d'action et actions gratuites) sont considérés comme anti-dilutifs puisqu'ils induisent une augmentation du résultat net par action (diminution de la perte par action) des activités poursuivies. Ainsi, le résultat dilué par action des premiers semestres 2015 et 2016 est identique au résultat de base par action.

12.3 ■ PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Transgene n'a pas attribué de nouvelles options de souscription d'actions au cours du premier semestre 2016. Le nombre d'options en circulation au 31 décembre 2015 s'élevait à 1 000 826 options et le nombre d'options exerçables à la clôture à 949 576 options. Il n'y a eu aucun changement depuis.

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge sur la période d'acquisition des droits. La charge s'est élevée à 36 milliers d'euros au premier semestre 2016, contre 196 milliers d'euros au premier semestre 2015.

12.4 ■ PLANS D'ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

Le 24 mai 2016, le conseil d'administration a décidé l'attribution de 205 459 nouvelles actions gratuites aux salariés de la Société. Le nombre d'actions gratuites attribuées au 31 décembre 2015 s'élevait à 41 130 actions. Il n'y a eu aucune action gratuite acquise par les bénéficiaires des attributions au premier trimestre 2016.

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge sur la période d'acquisition des droits. La charge s'est élevée à 50 milliers d'euros au premier semestre 2016 et à 35 milliers d'euros au premier semestre 2015.

NOTE 13

PRODUITS OPÉRATIONNELS

13.1 ■ REVENUS DES ACCORDS DE COLLABORATION ET DE LICENCE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	31/12/2015
Revenus de collaboration de recherche et développement	332	518
Revenus de licences et redevances	1 573	259
TOTAL	1 905	777

13.2 ■ FINANCEMENTS PUBLICS DE DÉPENSES DE RECHERCHE

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	31/12/2015
Subventions de recherche et développement	85	170
Crédit d'impôt recherche, net	2 885	4 308
TOTAL	2 970	4 478

Le crédit d'impôt recherche brut, hors honoraires de conseil, calculé au titre du premier semestre 2016 s'est élevé à 2 919 milliers d'euros.

NOTE 14

AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	31/12/2015
Autres produits de cession	112	-
Autres produits	80	355
TOTAL DES AUTRES PRODUITS	192	355
Valeur nette comptable des cessions d'immobilisations	(128)	(6)
Provisions pour restructuration	272	(5 885)
Autres charges	-	-
TOTAL DES AUTRES CHARGES	144	(5 891)
TOTAL	336	(5 536)

**NOTE
15**

PRODUITS FINANCIERS (CHARGES), NETS

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	31/12/2015
Revenus des placements financiers	21	18
Coût de l'endettement	(198)	(284)
GAINS DES PLACEMENTS NETS D'EMPRUNTS	(177)	(266)
Produits et charges financiers divers	(330)	(682)
Gains et pertes de change	(19)	65
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIÈRES	(349)	(616)
PRODUITS FINANCIERS (CHARGES), NETS	(526)	(882)

**NOTE
16**

IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

16.1 ■ IMPÔT COURANT

Le Groupe étant déficitaire, sa charge d'impôt courant est nulle. Les filiales américaine et chinoise n'ont reconnu aucun produit ou charge d'impôt courant en 2015 et 2016.

16.2 ■ IMPÔT DIFFÉRÉ

Les actifs nets d'impôt différé sont nuls au 30 juin 2016, en raison de la non-reconnaissance des impôts différés actifs liée à l'incertitude de résultats taxables dans les trois prochaines années.

**NOTE
17**

PERSONNEL

17.1 ■ EFFECTIFS

Les effectifs inscrits du Groupe s'élevaient à 146 salariés (hors salariés en cours de reclassement) au 30 juin 2016, dont 1 personne pour Transgene, Inc. et 1 personne pour Transgene Shanghai. Le Groupe comptait 266 salariés aux 31 décembre 2015.

AU 30 JUIN 2016	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Cadres	40	69	109
Etam	10	27	37
TOTAL	50	96	146*

* Dont 134 CDI au 30 juin 2016

Au 30 juin 2016, 64 salariés sont encore en congé de reclassement suite au PSE. Ne faisant plus partie des effectifs actifs, ils ne figurent pas dans le tableau ci-dessus.

17.2 ■ DÉPENSES DE PERSONNEL

Les charges de personnel comprises dans le résultat de la Société (masse salariale, taxes, charges des retraites, frais annexes) sont réparties ainsi :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	30/06/2015
Dépenses de recherche et développement	5 266	7 714
Frais généraux	1 773	1 322
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	7 039	9 036

La charge relative aux paiements en actions s'est élevée à :

EN MILLIERS D'EUROS	30/06/2016	30/06/2015
Dépenses de recherche et développement	49	155
Frais généraux	33	76
TOTAL	82	231

NOTE 18

ENTREPRISES LIÉES

Transgene a signé une convention de trésorerie avec l'Institut Mérieux. Les disponibilités placées dans le cash pooling de l'Institut Mérieux représentent une créance de 27 760 milliers d'euros au 30 juin 2016. Les revenus de ces placements se sont élevés à 15 milliers d'euros au 30 juin 2016.

Le tableau ci-dessous ne tient pas compte de ces éléments de trésorerie.

AU 30 JUIN 2016 - EN MILLIERS D'EUROS	CRÉANCES	DETTES
bioMérieux SA ⁽¹⁾	-	(7)
bioMérieux China	-	1
Institut Mérieux ⁽²⁾	-	27
ABL Inc. ⁽³⁾	-	-
ABL Europe SAS ⁽⁴⁾	2 149	85
bioMérieux, Inc. ⁽³⁾	-	29
Transgene Tasly ⁽⁵⁾	33	-
Elsalys Biotech SAS ⁽⁶⁾	1 135	-
Platine Pharma Services SAS	295	-
Mérieux Développement	5	-
Mérieux Université	-	-
TOTAL	3 617	135

AU 30 JUIN 2016 - EN MILLIERS D'EUROS	PRODUITS	CHARGES
bioMérieux SA ⁽¹⁾	-	(5)
bioMérieux China	-	140
Institut Mérieux ⁽²⁾	-	232
ABL Inc. ⁽³⁾	-	4
ABL Europe SAS ⁽⁴⁾	4 720	2 646
bioMérieux, Inc. ⁽³⁾	-	442
Transgene Tasly ⁽⁵⁾	107	-
Elsalys Biotech SAS ⁽⁶⁾	26	-
Platine Pharma Services SAS	-	171
Théra conseil	-	-
Mérieux Développement	5	-
Mérieux Université	-	8
TOTAL	4 858	3 638

■ (1) Les produits correspondent à des opérations de recherche, les charges à des achats de matériels et de consommables de laboratoire ■ (2) Les charges correspondent au contrat de prestations de service rendues par Institut Mérieux ■ (3) Les charges correspondent au contrat de prestations de services, de refacturation de personnel et de loyer conclu entre Transgene, Inc. et bioMérieux, Inc. ■ (4) Les produits sont liés à la vente du site de production à ABL Europe, les charges correspondent aux prestations de services réalisées pour Transgene ■ (5) Les produits correspondent aux contrats de consulting conclus entre Transgene SA et Transgene Tasly BioPharmaceutical Co. Ltd. ■ (6) Les produits correspondent au contrat de prestation de services rendues par Transgene SA. Les charges correspondent à un contrat d'agent entre Elsalys Biotech et Transgene SA.

NOTE
19

ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Dans le cadre de la cession de son site de production à la société ABL Europe en février 2016, Transgene a conclu avec cette dernière un accord lui permettant de sécuriser l'approvisionnement de ses lots cliniques pendant 3 ans. Cet accord prévoit un engagement annuel de commande de 3 millions d'euros de la part de Transgene, sur les 3 prochaines années.

Transgene est par ailleurs engagé dans des contrats avec des sous-traitants. Ces contrats peuvent avoir des effets sur plusieurs exercices comptables. Au 30 juin 2016, la Société estime ses engagements financiers au titre de ces contrats à environ 18 millions d'euros en valeur courante.

NOTE
20

INFORMATION SECTORIELLE

La Société conduit ses activités exclusivement en recherche et développement clinique de vaccins thérapeutiques et de produits d'immunothérapie, dont aucun n'est actuellement commercialisé. Ses principaux partenaires, avec lesquels elle a généré des revenus au premier semestre 2016, sont la société Sillajen, Inc. et la société Emergent, Inc. Ses activités sont localisées pour l'essentiel en France. La Société a donc décidé de ne retenir qu'un secteur pour l'établissement et la présentation de ses comptes.

NOTE
21

VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS PAR ÉCHÉANCE

AU 30 JUIN 2016 ACTIFS (EN MILLIERS D'EUROS)		MONTANT BRUT	À UN AN AU PLUS	À PLUS D'UN AN	
Immobilisations financières		3 935	896	3 039	
Clients		2 384	2 384	-	
Crédit d'impôt recherche, Crédit impôt compétitivité emploi		29 310	9 062	20 248	
Etat, TVA et autres collectivités		289	289	-	
Personnel et comptes rattachés		316	316	-	
Charges constatées d'avance		2 753	2 624	129	
Subventions à recevoir		1 074	224	850	
Créances sur cession d'actifs		3 193	2 158	1 035	
Autres créances		13	13	-	
TOTAL DES ACTIFS		43 267	17 966	25 301	
AU 30 JUIN 2016 PASSIFS (EN MILLIERS D'EUROS)		MONTANT BRUT	À UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	A PLUS DE 5 ANS
Avances conditionnées		17 152	180	-	16 972
Fournisseurs		6 985	6 985	-	-
Location financière immobilière		8 774	998	4 277	3 499
Location financière mobilière		205	117	88	-
Financement du CIR et du CICE		26 418	8 852	17 566	-
Prêt BEI		10 021	-	10 021	-
Provision pour risques et charges		3 249	3 249	-	-
Engagements de retraites		3 335	-	738	2 597
Dettes sociales et fiscales		2 762	2 762	-	-
Produits constatés d'avance		506	506	-	-
Autres dettes		653	87	-	566
TOTAL DES PASSIFS		80 060	23 736	32 690	23 634

NOTE
22

OPÉRATIONS DE COUVERTURE

La Société possède depuis le premier semestre 2009, une couverture partielle du risque de taux lié au financement en crédit-bail de son bâtiment administratif et de recherche d'Illkirch (Cf. Note 9).

Au 30 juin 2016, la valeur de marché de l'instrument est négative de 566 milliers d'euros.

NOTE
23

INSTRUMENTS FINANCIERS

La ventilation des actifs et passifs financiers selon les catégories prévues par la norme IAS39 et la comparaison entre les valeurs comptables et les justes valeurs sont données dans le tableau ci-dessous (hors créances et dettes fiscales et sociales) :

AU 30 JUIN 2016 EN MILLIERS D'EUROS	ACTIFS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	ACTIFS DÉTENUS ET DESTINÉS À LA VENTE	CRÉANCES, DETTE, EMPRUNTS, AU CÔÛT AMORTI	INSTRUMENTS DÉRIVÉS	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	NIVEAU
ACTIF FINANCIER							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 608	-	-	-	5 608	5 608	1
Autres actifs financiers courants	29 918	-	-	-	29 918	29 918	2
Créances clients	-	-	2 384	-	2 384	2 384	-
Immobilisations financières	-	-	3 934	-	3 935	3 935	-
Créances sur immo financières	-	-	1 130	-	1 130	1 130	2
Immobilisations financières	-	-	5 064	-	5 065	5 065	2
Titres de participations mis en équivalence	-	-	734	-	734	734	3
Autres actifs non courants	1 035	-	-	-	1 035	1 035	-
TOTAL ACTIF FINANCIER	36 561	-	13 248	-	49 809	49 809	
PASSIF FINANCIER							
Emprunt auprès d'établissements de crédit, part à long terme	-	-	27 587	-	27 587	27 587	2
Engagement de crédit-bail, part à long terme	-	-	7 863	-	7 863	7 863	2
Avances conditionnées	-	-	17 152	-	17 152	17 152	2
Autres passifs financiers non courants	-	-	-	566	566	566	2
PASSIF FINANCIER NON COURANT	-	-	52 602	566	53 168	53 168	
Emprunt auprès d'établissements de crédit, part à court terme	-	-	8 852	-	8 852	8 852	2
Engagement de crédit-bail, part à court terme	-	-	1 115	-	1 115	1 115	2
PASSIF FINANCIER COURANT	-	-	9 967	-	9 967	9 967	
FOURNISSEURS	-	-	6 985	-	6 985	6 985	
TOTAL PASSIF FINANCIER	-	-	69 554	566	70 120	70 120	

Conformément à la norme IFRS13, les instruments financiers sont présentés en 3 niveaux, selon une hiérarchie de méthodes de détermination de la juste valeur :

- Niveau 1 : juste valeur calculée par référence à des prix cotés non ajustés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques.
- Niveau 2 : juste valeur calculée par référence à des données observables de marché pour l'actif ou le passif concerné, soit directement, soit indirectement à savoir des données dérivées de prix.
- Niveau 3 : juste valeur calculée par référence à des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

NOTE
24

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

2.1 ■ FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2016

Début janvier 2016, le premier patient a été traité dans l'étude randomisée de phase 3, de Pexa-Vec chez des patients atteints d'une forme de cancer du foie avancé, le carcinome hépatocellulaire (HCC : hepatocellular carcinoma). Cette étude est conduite par Sillajen, Inc., le partenaire de Transgene. Elle évalue l'utilisation de Pexa-Vec dans le traitement de patients atteints de HCC éligibles au traitement par sorafenib (Nexavar®), le seul médicament autorisé pour cette maladie. Cette étude ('PHOCUS') prévoit le recrutement de 600 patients n'ayant reçu aucun traitement systémique préalable contre leur cancer. Les patients seront répartis aléatoirement dans deux groupes égaux : dans l'un, Pexa-Vec sera administré suivi de sorafenib ; dans l'autre, seul sorafenib sera administré. L'étude sera menée dans environ 140 sites dans le monde, dont l'Amérique du Nord, l'Asie, l'Australie et l'Europe.

Début janvier 2016 également, la Société a obtenu un prêt de 20 millions d'euros de la part de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), dans le cadre du programme IDFF (*Infectious Diseases Finance Facility*). Ce contrat de prêt est sur une durée de 5 ans et le capital et les intérêts seront remboursables à partir de la quatrième année. Il sera libéré en deux tranches en 2016 sur demande de la Société et aucune garantie n'a été donnée dans le cadre de ce prêt. La première tranche de 10 millions d'euros a été libérée en juin 2016.

Transgene a par ailleurs reçu en janvier l'engagement de son actionnaire de référence, l'Institut Mérieux, de lui apporter environ 10 millions d'euros de financement complémentaire, confirmant ainsi son support à la stratégie de l'entreprise. Les modalités de versement de ce financement seront précisées en cours d'année.

En février, la Société a annoncé la cession des actifs de son site de bio-production, à la société ABL Europe SAS pour un prix total de 3,5 millions d'euros. La société ABL Europe devient également sous-locataire du bâtiment principal de Transgene, afin d'assurer, dans des laboratoires dédiés, une activité de contrôle-qualité des lots produits. Par ailleurs, les deux sociétés ont conclu un contrat de trois ans garantissant à Transgene la production des lots nécessaires à son plan de développement clinique. Cette cession par Transgene de son actif de production met un terme à la réorganisation initiée par la Société en juin 2015 et qui prévoyait notamment d'externaliser les activités de production de lots cliniques.

Transgene a présenté en avril 2016, dans un poster à la réunion annuelle de l'AACR (*American Association for Cancer Research*) qui s'est tenue à la Nouvelle Orléans (Etats-Unis), des données précliniques d'une nouvelle génération d'immunothérapie, virales oncolytiques armées de gènes anti-cancer, développée par ses équipes de chercheurs.

En juin 2016, la Société a mis en place un contrat de liquidité auprès de la société Kepler Cheuvreux.

Transgene a annoncé en juillet 2016 la recommandation du Comité d'Évaluation de la Sécurité de poursuivre l'étude de phase 1/1b de TG1050, l'immunothérapie développée par Transgene pour le traitement de l'infection chronique par le virus de l'hépatite B (VHB).

2.2 ■ RÉSULTATS FINANCIERS

■ PRODUITS OPÉRATIONNELS

Le tableau suivant présente les produits opérationnels sur les activités poursuivies du premier semestre 2016, en comparaison avec ceux du premier semestre 2015 :

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2016	30/06/2015
Revenus des accords de collaboration et de licence	1,9	0,8
Financements publics de dépenses de recherche	3,0	4,5
PRODUITS OPÉRATIONNELS	4,9	5,3

Durant les périodes sous revue, les revenus des collaborations et accords de licence ont essentiellement compris les éléments suivants :

■ Des prestations de recherche et développement pour des tiers (dont Emergent Biosolutions, Inc. pour un candidat-produit contre la tuberculose), qui se sont élevées à 0,2 million d'euros au premier semestre 2016, contre 0,3 million d'euros sur la même période en 2015,

■ Des revenus liés à l'exploitation commerciale de technologies ou produits donnés en licence par Transgene, qui se sont élevés à 1,6 million d'euros au premier semestre 2016. Il s'agit principalement d'une rémunération complémentaire de 1,3 million d'euros versée par Sanofi Chimie au titre d'un contrat de collaboration entre les sociétés datant de 1991. Sur la même période en 2015, ces revenus s'élevaient à 0,3 million d'euros.

Au premier semestre 2016, les financements publics de dépenses de recherche correspondent aux subventions reçues et à recevoir ainsi qu'au crédit d'impôt recherche. Les subventions de recherche se sont élevées à 0,1 million d'euros au premier semestre 2016, contre 0,2 million sur la même période en 2015. Le crédit d'impôt recherche s'est élevé à 2,9 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 4,3 millions d'euros sur la même période en 2015. Le crédit d'impôt recherche du premier semestre 2016 a été calculé sur la base des dépenses éligibles au 30 juin 2016.



■ CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les dépenses de recherche et développement (« R&D ») se sont élevées à 12,5 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 16,9 millions d'euros sur la même période en 2015.

Le tableau suivant détaille les dépenses de recherche et développement par nature de charge :

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2016	30/06/2015	VARIATION
Dépenses de personnel	4,9	7,5	-35 %
Paievements en actions	0,05	0,2	-75 %
Dépenses de propriété intellectuelle et coûts des licences	0,5	0,8	-42 %
Dépenses externes sur projets cliniques	2,5	1,4	75 %
Dépenses externes sur autres projets	1,3	2,7	-52 %
Dépenses de fonctionnement	2,6	3,3	-20 %
Dotations aux amortissements et provisions	0,8	1,0	-25 %
DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	12,5	16,9	-26 %

Les dépenses de personnel affecté à la R&D (salaires, charges et dépenses associées ainsi que paiements en actions), se sont élevées à 4,9 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 7,5 millions d'euros sur la même période en 2015. Cette diminution s'explique majoritairement par la réorganisation décidée en juin 2015 et à la baisse des effectifs qui en a résulté.

Les dépenses de propriété intellectuelle se sont élevées à 0,5 million d'euros, en baisse de 0,3 million d'euros par rapport au premier semestre 2015.

Les dépenses externes pour les essais cliniques se sont élevées à 2,5 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 1,4 million d'euros sur la même période en 2015, notamment pour les études avec TG4010, Pexa-Vec et TG1050.

Les dépenses externes sur autres projets (projets de recherche, précliniques et industriels), se sont élevées à 1,3 million d'euros au premier semestre 2016, contre 2,7 millions d'euros sur la même période en 2015. Cette diminution s'explique par l'absence de paiement à Genzyme sur le premier semestre 2016, contre 1,4 million d'euros versé en 2015, au titre de la collaboration pour le développement de l'unité de production des lots commerciaux.

Les dépenses de fonctionnement, dont le coût de fonctionnement des laboratoires de recherche, se sont élevées à 2,6 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 3,3 millions d'euros sur la même période en 2015.

Cette baisse est principalement liée à la diminution des consommables des laboratoires, suite à la réorganisation décidée en juin 2015.

Les frais généraux se sont élevés à 3,4 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 3,0 millions d'euros sur la même période en 2015.

Le tableau suivant détaille les frais généraux par nature de charge :

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2016	30/06/2015	VARIATION
Dépenses de personnel	1,7	1,2	44 %
Paievements en actions	0,03	0,1	-57 %
Honoraires et frais de gestion	1,0	1,1	-7 %
Autres frais généraux	0,6	0,6	NS
Dotations aux amortissements et provisions	0,1	0,0	NS
FRAIS GÉNÉRAUX	3,4	3,0	14 %

Les dépenses de personnel, qui se sont élevées à 1,7 million d'euros au premier semestre 2016, contre 1,2 million d'euros sur la même période en 2015, ont augmenté notamment suite au changement d'entité de rattachement du Président-Directeur Général.

Les dépenses externes, et notamment les honoraires ainsi que les frais de gestion, se sont élevées à 1,0 million d'euros au premier semestre 2016, contre 1,1 million d'euros sur la même période en 2015.

■ AUTRES PRODUITS ET CHARGES DIVERS, NETS

Les autres produits nets se sont élevés à 0,4 million d'euros au premier semestre 2016, contre une charge nette de 5,5 millions d'euros sur la même période en 2015, qui comprenait la provision de restructuration pour 5,9 millions d'euros.

■ RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier net s'est soldé par une perte de 0,5 million d'euros au premier semestre 2016, contre une perte de 0,9 million d'euros sur la même période en 2015.

Les produits financiers (produits de placement) se sont élevés à 21 milliers d'euros au premier semestre 2016, contre 18 milliers d'euros à la même période en 2015.

Les principales charges financières ont concerné les intérêts bancaires sur la mobilisation du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi pour 0,1 million d'euros, le coût de l'actualisation financière des avances reçues par la BPI sur le programme ADNA pour 0,3 million d'euros et les intérêts sur la location financière immobilière pour 0,1 million d'euros.

■ RÉSULTAT NET SUR ACTIVITÉS POURSUIVIES

La perte nette sur les activités poursuivies s'est élevée à 11,6 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 21,7 millions d'euros sur la même période en 2015.



■ RÉSULTAT NET SUR ACTIVITÉS ABANDONNÉES

La perte nette sur les activités de production abandonnées s'est élevée à 0,5 million d'euros au premier semestre 2016, contre 6,4 millions d'euros sur la même période en 2015.

Elle se décompose de la manière suivante :

■ 0,9 million d'euros de dépenses au premier semestre 2016 (contre 3,6 millions d'euros sur la même période en 2015)

■ 0,3 million d'euros de revenus liés aux opérations de production au premier semestre 2016 (contre 0,1 million d'euros sur la même période en 2015)

Les actifs de production ont été cédés à ABL Europe pour 3,5 millions d'euros le 1^{er} février 2016.

■ RÉSULTAT NET GLOBAL

La perte nette globale s'est élevée à 12,2 millions d'euros au premier semestre 2016, contre 28,1 sur la même période en 2015.

La perte nette par action ressort à 0,32 euro au premier semestre 2016, contre 0,73 euro sur la même période en 2015.

■ INVESTISSEMENTS

Les investissements corporels et incorporels (nets de cessions) se sont élevés à 0,1 million d'euros au premier semestre 2016, contre 0,4 million d'euros sur la même période en 2015.

■ EMPRUNTS ET AVANCES REMBOURSABLES

Sur les six premiers mois de l'année 2016, la Société n'a pas perçu d'avance remboursable.

Au cours du premier semestre 2016, Transgene a mobilisé sa créance de crédit d'impôt recherche 2015, d'un montant de 7,8 millions d'euros. Il a pour cela utilisé un financement bancaire (auprès de Bpifrance) avec une maturité à mi-2021, date de remboursement prévisionnel de la créance par l'État français. Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi a également été mobilisé au premier semestre 2016 pour un montant de 0,1 million d'euros par un financement bancaire auprès de la BPI (maturité mi-2019).

En juin 2016, Transgene a tiré la première tranche du prêt octroyé par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) en janvier de la même année. Ce premier tirage de 10 millions d'euros, sur les 20 millions disponibles, sera remboursable en 2021 et les intérêts cumulés, payables à partir de 2019.

■ LIQUIDITÉ ET RESSOURCES EN CAPITAL

La trésorerie est investie dans des fonds communs de placement monétaires à très court terme ou placée à des conditions de marché dans un pool de trésorerie organisé par l'actionnaire majoritaire de Transgene, l'Institut Mérieux.

Au 30 juin 2016, Transgene disposait de 33,4 millions d'euros de trésorerie, contre 31,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

■ CONSOMMATION DE TRÉSORERIE NETTE

La consommation de trésorerie de Transgene s'est élevée à 8,2 millions d'euros au premier semestre de 2016 (hors encaissement du prêt de la BEI), contre 13,0 millions d'euros sur la même période en 2015.

Transgene confirme son objectif de consommation de trésorerie nette de l'ordre de 35 millions d'euros pour l'année 2016.



2.3 ■ PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Ces informations sont disponibles dans la note 18 des comptes semestriels 2016 publiés dans le présent rapport.

2.4 ■ ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2016

GRANT THORNTON
Cité Internationale
44, quai Charles-de-Gaulle
CS 60095
69463 Lyon Cedex 06

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie régionale de Lyon

ERNST & YOUNG et Autres
Tour Oxygène
10 -12 boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Transgene S.A.
Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Transgene S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

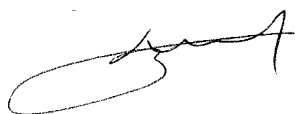
Lyon, le 1^{er} septembre 2016
Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON
Françoise Mechin

ERNST & YOUNG et Autres
Marc-André Audisio

ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Transgene et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Philippe Archinard
Président-Directeur Général